



HAL
open science

Quelques thèmes historiques sur la guerre d'indépendance de l'Algérie

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Quelques thèmes historiques sur la guerre d'indépendance de l'Algérie : cours n° 4 du cycle " Notes sur l'histoire de l'Algérie ". Licence. Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement de Besançon, 1 rue Charles Nodier, France. 2022, pp.30. halshs-03814077

HAL Id: halshs-03814077

<https://shs.hal.science/halshs-03814077>

Submitted on 13 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Cours n° 4 des « Notes sur l'histoire de l'Algérie » :
Quelques thèmes historiques
sur la guerre d'indépendance de l'Algérie
Université de Besançon, 12 octobre 2022, 13h30 à 15h

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Comme dans les cours précédents, je ne serai pas exhaustif !

Et à nouveau... priorité à la connaissance historique, à l'histoire plutôt qu'à la mémoire

Je rappelle la **bibliographie simplement indicative** : tous les ouvrages de Charles-Robert Ageron (1923-2008), Guy Pervillé (né en 1948), dont : G.Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002, 356 p., Benjamin Stora (né en 1950), Sylvie Thénault (née en 1969) ; Bernard Droz & Évelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie. 1954-1962*, Seuil, coll. "Points", 1982, 377 p., réédition, 1991, 383 p. et l'ouvrage récent d'Emmanuel Alcaraz, *Histoire de l'Algérie et de ses mémoires, des origines au Hirak*, Karthala, 2021, 288 p.

... et je redonne la **carte générale** (Denis Bouche)

Plan de ce cours :

I. L'armée

II. La question de l' « impact » de la guerre

III. Religion et guerre d'Algérie

>>>> **poser la question de la répartition du temps...**

I. L'armée

Carte de l'insurrection

1°) Vision classique d'un point de vue historiographique

□ **Pertes** : Si le dénombrement est à peu près établi pour les forces militaires françaises et la population européenne d'Algérie (25 000 à 28 000 tués et 65 000 blessés ; 2 800 tués), les pertes de la population musulmane sont sujettes à d'amples polémiques (du "million de morts" aux 141 000 combattants tués reconnus par les autorités françaises ! : entre 300 et 400 000 morts vraisemblablement, soit une perte aussi lourde que les 1 350 000 morts français de la 1ère Guerre mondiale, relativement aux

populations). Démographiquement, la page sera vite tournée : ceux qui ont connu 1954 sont vite devenus minoritaires. ¹

□ **Les pertes françaises sont certes douloureuses dans le contexte mental du milieu du XXe siècle**, mais légèrement inférieures à celles de la seule journée du 22 août 1914, qui a coûté 25 000 à 27 000 morts à l'armée française...

□ **armée et politique :**

Double originalité dans les réalités de la guerre : officiellement, la France n'est pas en guerre (*cf.* les euphémismes de l'époque : « événements » et « pacification »), mais la « **grande muette** » (l'armée) fait de l'Algérie une affaire personnelle, recherchant la revanche de 1940, de 1954, de Suez, luttant « contre le communisme », manifestant sa haine vis-à-vis de la IVe République plus un attachement passionnel non dénué de sympathie pour la population musulmane (et d'antipathie pour les « gros colons »). Il s'agit de montrer sa force, d'où le quadrillage, la mobilité, les perquisitions (les « ratissages » brutaux étant d'ailleurs pourvoyeurs de la « rébellion »), le rôle des « paras » ... L'armée fait aussi de l'**action psychologique**, un véritable dogme, en développement entre 1956 et 1958.

La guerre d'Algérie, ce sont les **pratiques répressives**, la **torture** (déjà pratiquée à Madagascar en 1947), la « corvée de bois » (« disparition » du prisonnier), la **déportation-déplacement** de près de deux millions personnes, etc. Remarquons quatre autres choses. Ces pratiques ne sont pas totalement nouvelles, *cf.* Madagascar et l'Indochine ; elles sont aussi le fait du FLN ; elles provoquent les protestations voire le **refus de la part d'officiers qui ont le sens de l'honneur et de la morale** : le général Jacques Pâris de Bollardière (1907-1986), officier le plus décoré de l'armée (!), le général Pierre Billotte (1906-1992)..., malgré la **caution « morale » de certains ecclésiastiques**, comme le Révérend Père Delarue, aumônier de la 10e Division parachutiste. Enfin, la Ve République continuera, malgré les louables efforts d'Edmond Michelet, Garde des Sceaux.

□ **la modernisation de l'armée** : La première bombe explose à Reggane (Sahara algérien) le 13 février 1960, la deuxième en avril.

2°) Notes sur le contingent pendant la guerre d'Algérie

□ **plus de deux millions de soldats métropolitains ont servi en Algérie de 1954 à 1962**

□ d'après Ludivine Bantigny, « Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie », dans R.Branche dir., dossier sur la guerre d'Algérie, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2004, pp. 97-107, et L.Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Fayard,

¹ Pour aller plus loin : G.Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002, 356 p., pp. 238-246.

2007, 498 p., L.Bantigny & I.Jablonka dir., *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (XIXe-XXe siècle)*, PUF, 2009, 307 p. :

- « avoir vingt ans dans les Aurès »

- pas d'appel aux réserves >>> une **grande homogénéité d'âges**, malgré l'allongement du service militaire, les sursitaires et les rappelés

□ **jeunesse du soldat français** :

- **l'appelé devient majeur et citoyen au cours de son service** >>> l'armée manifeste le souci de mieux le **connaître**, d'autant qu'une commission Armées-Jeunesse avait été mise en place en 1953, et qu'en 1954 sont constitués les Centres de Sélection

- **mentalité du commandement** : endurcir les soldats tout en manifestant de la mansuétude à leur égard : mythe de la « deuxième famille » ; volonté de bien connaître le passé social, familial et psychologique du jeune soldat

□ **la « culture de guerre »** :

- apprendre le combat, mais aussi le **sens du combat** >>> pendant les classes, visites historiques, conférences sur l'histoire du régiment, commémorations officielles

- **l'armée sollicite l'aide des associations d'anciens combattants et aussi... du maréchal Alphonse Juin** (1888-1967), qui enregistre en avril 1959 une allocution en vue des cérémonies du 8 Mai suivant. Elle insiste sur la part prise par les maghrébins à la Libération (Juin est né à Bône ; il tutoie de Gaulle)

- l'armée utilise des **films** sur la Libération de la Provence, mais problème : les Maghrébins ce sont aussi les Marocains et les Tunisiens : n'auraient-ils pas été récompensés par l'indépendance ?! En plus confusion dans les films entre Allemands et nazis, or la réconciliation franco-allemande est en marche !

□ **guerres dans la guerre** :

- **choc** de l'arrivée en Algérie et du transfert vers la garnison

- **choc de la guerre**, non nommée : les récits des anciens, le premier blessé, le premier mort

- **une guerre qui n'a rien de commun avec les souvenirs historiques des appelés**. De plus les **camps de regroupement** font penser aux camps de prisonniers et de déportation de la 2^e GM ; à la date de 1961, ils ont concentré 2 126 000 Algériens ! Le soldat français ressemble en Algérie au soldat allemand, plus qu'au maquisard ; pas les chocs frontaux et les grandes flèches sur la carte des guerres « classiques »

- **traumas de guerre**, troubles psychiques, anxiété

□ **des jeunes gens qui évoluent** :

- des **métamorphoses intimes** : une sensibilité qui s'émousse, des lettres qui se vident de leur contenu, la banalisation du quotidien, le détachement, un mûrissement

- **des jeunes qui rentrent en métropole anciens combattants sans le statut**

- au **retour** : le mur du silence, l'incompréhension, un poids qui est traîné pendant des décennies. Les armées se sont soucies de la formation, pas du tout du soutien psychologique à la « quille ». Aucune institution ne le fait d'ailleurs...

3°) Les appelés et rappelés pendant la guerre d'Algérie

□ d'après Guy Pervillé, *varia*

□ un film documentaire, de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, *La Guerre sans Nom*, 1992, avec des témoins de Grenoble et de sa région

□ comme l'Algérie = 3 départements, des conscrits y font leur service >>> trois appelés sont tués le 1^{er} novembre 1954

□ les **premiers rappels de « disponibles »**, réservistes ayant fini leur service militaire depuis moins de trois ans, **en mai 1955** ; mais l'insurrection sanglante du Constantinois en août 1955 **précipita les rappels** : dès le 24 le contingent 1953/2 est rappelé et le contingent 1954/1 (libérable le 1^{er} novembre 1955) est maintenu sous les drapeaux

□ **manifestations de mécontentement** (à cause de l'engagement dans la vie professionnelle et/ou familiale) >>> les gouvernements jouent sur les dates pour **plutôt maintenir sous les drapeaux que rappeler** >>> la **durée du service est de fait allongée, à 30 mois en moyenne en 1956**, puis réduite à 24 mois l'année suivante, puis rallongée à 27 mois en avril 1958, puis réduite à 24 mois par de Gaulle.

Cependant, il « suffit » d'être sous-officier ou officier pour avoir « droit » à une prolongation, d'où des durées de fait plus longues

□ **classes creuses** >>> il est indispensable de faire appel à des « harkis »

4°) Les « harkis » et le rapatriement des « harkis » en 1961-1962

□ « Harkis » est un terme commode mais **approximatif** (cf. Ch.-R.Ageron, "Le drame des harkis en 1962", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 3-16, Ch.-R.Ageron, "Les supplétifs algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 1995, pp. 3-20, et F.-X.Hautreux, « L'engagement des harkis (1954-1962). Essai de périodisation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 33-45) :

- **discrimination militaire constante entre les Français musulmans d'Algérie (FMA), dits aussi Français de souche nord-africaine (FSNA), qui sont astreints au service militaire depuis la loi de 1912, modifiée par le Statut de 1947, et les Français de souche européenne (FSE) 2**

² Cf. S.Chauvin, "Des appelés pas comme les autres ? Les conscrits *français de souche nord-africaine* pendant la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 1995, pp. 21-30.

- les FMA ayant fait leur service pendant la GA sont env. 100 000 (173 000 pendant la GG) ; leur service ne leur confère pas la citoyenneté ; ils sont nécessaires à cause des classes creuses de métropole ; ils font leurs classes en métropole, voire en Allemagne ; très isolés, voire brimés
- 5 catégories de « harkis » en fait
- des Groupes mobiles de police rurale sont créés par Jacques Soustelle le 24 janvier 1955 >>> des « goums militaires » (= *harkas*)
- **inégalité géographique** : surtout dans les Aurès et la Kabylie
- augmentation des effectifs à partir de 1957, avec des armes de guerre qui se substituent aux fusils de chasse à partir de l'année suivante
- **une très grande diversité de situations** : il y a même des commandos de chasse « indigènes »
- *motivations* : la solde (versée depuis le budget civil de l'Algérie), le désir de vengeance du FLN, les allégeances traditionnelles
- **des soldats considérés constamment comme peu sûrs et dont on se méfie** ; des désertions d'ailleurs ; mépris des FMA
- un nombre très difficile à évaluer !
- « rapatriement » à l'indépendance ? :
- * **un problème aperçu relativement tôt, avec une réponse négative de la part du gouvernement**
- * 60 à 80 000 « Français musulmans » gagnent la France après les accords d'Évian >>> ils sont nommés « harkis » en métropole et deviennent des « traîtres » en Algérie
- * >>>>
- D'après Chantal Morelle, « Les pouvoirs publics français et le rapatriement des harkis en 1961-1962 », dans R. Branche dir., dossier sur la guerre d'Algérie, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2004, pp. 109-119, C. Morelle, *Comment de Gaulle et le FLN ont mis fin à la guerre d'Algérie. 1962, Les Accords d'Évian*, André Versaille, 2012, 282 p. :
- les pouvoirs publics français ont été constamment débordés mais la logique gaullienne du respect à la lettre des accords d'Évian l'a emporté
- les accords, signés le 18 mars 1962, ont un point qui concerne la sécurité des personnes
- mais la France est submergée par le retour massif des pieds-noirs et les demandes massives d'accueil de harkis, tandis que vexations, mauvais traitements et massacres frappent les harkis en Algérie >>> des conditions de panique
- **prévisions et réflexions préalables** :
- **elles tardent**, car dans les négociations secrètes, entamées en février 1961, la priorité ce sont les modalités de l'autodétermination

- mais dès le début de 1961, la France est devant le **dilemme** : protection sur place ou rapatriement
- et les précédents indochinois, marocain et tunisien ne peuvent être utilisés et on souligne, dans une France habituée depuis la Libération à l' « **immigration choisie** », le « faible niveau » intellectuel et économique des harkis
- on s'oriente donc vers le refus du transfert et la négociation d'une solution avec le FLN : double nationalité ? intégration dans l'armée de l'A. indépendante ?
- mais un décret, du 21 mars 1962 (*sic*), offre aux harkis la possibilité de signer un contrat dans l'armée française de métropole et celle d'une prime de licenciement pour retour à la vie civile
- la période de l'Exécutif provisoire (mars-juillet) s'ouvre dans une atmosphère irénique, d'autant que des aides sont prévues pour les harkis et qu'on compte sur la bonne volonté du FLN

□ **les départs :**

- **conséquences de l'irénisme :**

* le pouvoir exécutif français impose que rien ne doit se faire en dehors des autorités officielles françaises

* les harkis, dans la 1^{ère} quinzaine d'avril, choisissent en majorité de rester en Algérie

- **les premiers à sortir de l'irénisme sont des officiers, surtout de SAS, qui se rendent compte que la situation vire au drame** >> ils organisent leurs propres réseaux de transfert de harkis et... se font « réprimander ». Le problème pratique de ces transferts officieux est qu'il franchir la Méditerranée !

- fin mai le climat de terreur et les exactions sont tels que le Haut Commissaire auprès de l'Exécutif provisoire, Christian Fouchet, simplifie les démarches et double le chiffre de harkis à transférer (de 3 500 à 7 000 !)

- **en juin la violence submerge l'Algérie, les pieds noirs et les harkis et les pouvoirs publics sont complètement débordés (y compris pour les transferts d'Européens)**

□ l' « **accueil** » en métropole :

- **ouverture de deux camps** : le Larzac et Bourg-Lastic (PDD)

- mais en juillet les demandes de secours de la part des harkis deviennent dramatiquement nombreuses

- **le gouvernement français est complètement dépassé**

- **Jean-Marcel Jeanneney** (1910-2010), ambassadeur et haut représentant français en Algérie 3 juillet>>> proteste auprès des autorités algériennes (non-respect des accords d'Évian). Ben Bella, VP du GPRA, élude...

- **de nombreux massacres à l'été et à l'automne 1962**

□ **conclusion :**

- rien n'a été fait en vue d'un retour massif

- les pouvoirs publics ont été débordés
 - **une « raison » a joué : la crainte des désordres provoqués en métropole, d'une façon ou d'une autre, par un retour massif des harkis.** C'est l'idée de Roger Frey (Intérieur), soutenu par de Gaulle. Roger Frey va même fin août proposer, pour maintenir l'ordre, de disperser... les pieds noirs
 - **de Gaulle : toute protection armée des harkis (proposée semble-t-il par Pierre Messmer, min. des Armées) risque de rallumer la guerre, qui est terminée : la France passe à autre chose**
 - **de Gaulle semble avoir été exaspéré** par le nombre des arrivées de harkis (des « réfugiés », pas des « rapatriés ») et... de pieds-noirs (les fonctionnaires sont des « déserteurs »). Pour lui (témoignage d'Alain Peyrefitte) les harkis ont le choix entre travailler (forêts, routes, etc.) et repartir en Algérie
- DL ajoute : **camps**, avec **révoltes** de Bias (LEG) et St Maurice-l'Ardoise (Gard) en 1975, révoltes telles que fermeture des deux camps ; ONACVG

II. La question de l' « impact » de la guerre

L'impact de la guerre d'Algérie est important pour mon propos.

Carte de l'organisation française de l'Algérie

1°) Une diversité : des impacts ?

Ne serait-ce pas la **revanche** de la déroute de mai-juin 1940, de 1954 (l' « abandon de l'Indochine »), de Suez (1956), la lutte continuée contre le communisme, la haine officialisée vis-à-vis de la Quatrième République ?

S'ajoute chez certains un **attachement passionnel** non dénué de sympathie pour la population musulmane, et d'antipathie pour les « gros colons » ? **Une bonne partie des officiers ont l'impression qu'ils sont en lutte contre les « rouges » et les « Viets »** — les *fellagha* étant qualifiés de « Viets » (*sic*) — d'autant plus qu'il y a des déserteurs comme l'aspirant Henri Maillot, membre du PCF, qui passe au FLN le 4 avril 1956.

À partir de juillet 1956, **quelques dizaines de soldats — au début tous communistes, puis chrétiens — refusent de porter les armes.** Ce grand refus porte l'impact de la déchristianisation : il **ravive la crainte des « curés rouges » et des « crypto-marxistes »**, d'un *Témoignage chrétien* fantasmé ³. C'est à gauche un **nouvel « engagement »**, comme aux temps de l'affaire Dreyfus, c'est celui de Henri Maillot, de Maurice Audin ⁴, de Fernand Iveton — guillotiné pour avoir déposé en 1956 une bombe, réglée pour ne faire aucune victime, dans une usine : c'est le seul Européen à avoir été exécuté pour avoir participé à la lutte du FLN — et de Henri Alleg. **Francis Jeanson** (1922-2009), collaborateur de Sartre aux *Temps Modernes*, noue des contacts avec le FLN à la fin de 1956 et constitue un réseau d'aide — les « porteurs de valises », selon l'expression de Sartre — en 1957, avec des prêtres-ouvriers (comme Jean Urvoas), des intellectuels communistes en rupture de parti (Étienne Bolo, 1928-1985), des communistes étrangers (Henri Curiel, un égyptien, 1914-1978) ⁵.

Officiellement, la France n'est pas en guerre, mais la « grande muette » fait de l'Algérie une affaire personnelle. Comme dit Guy Pervillé,

³ Cf. Renée Bédarida (1919-2015), *Les armes de l'esprit. « Témoignage Chrétien » (1941-1944)*, Éditions ouvrières, 1977, 378 p. et F.Dosse, *La saga des intellectuels français, 1944-1989*, Gallimard, 2018, 2 vol., 624 & 704 p., *passim*. Étienne Fouilloux a bien périodisé l'histoire et relativisé le « gauchisme » de l'hebdomadaire dans son article, « Les cinq étapes de *Témoignage chrétien* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, pp. 3-15, ce qu'on verra en détail plus loin.

⁴ Voir plus loin.

⁵ Cf. Marie-Pierre Ulloa, *Francis Jeanson, un intellectuel en dissidence, de la Résistance à la guerre d'Algérie*, Berg international, 2001, 286 p.

« Le soutien croissant de l'URSS à l'Égypte nassérienne, qui culmina en novembre 1956 avec la menace d'employer l'arme atomique contre Paris et Londres, l'engagement des communistes algériens aux côtés du FLN et celui des communistes français contre la répression, poussèrent le gouvernement de Guy Mollet à recourir à l'anticommunisme pour se justifier. La nomination au commandement interarmées en Algérie du général Salan, ancien chef du corps expéditionnaire en Extrême-Orient, officialisa dans l'armée la théorie de la guerre révolutionnaire ou subversive, qui présentait la guerre d'Algérie comme la continuation de la guerre d'Indochine, et prétendait gagner la deuxième manche en tirant les leçons de la première. » **6**

2°) L'implication des femmes

Dalida incarne, entre autres, la France des immigrés et des pieds-noirs, met le pays face à son histoire coloniale, celle du XIXe siècle mais aussi celle de la guerre d'Algérie — **Dalida va chanter *Bambino* pour les soldats français** — qui a commencé un mois avant son arrivée au Bourget, elle incarne la France de la crise de Suez mais débute l'enthousiasme des *sixties* à la française dès 1960 avec *T'Aimer follement* **7**.

Le contexte extérieur interfère surtout par le biais de la guerre d'Algérie. Le sentiment dominant en métropole est la **peur de perdre un être cher ; en Algérie, l'implication des femmes dans la guerre est très forte**, d'autant que l'espoir de l'indépendance se double de l'espoir de la liberté des femmes.

Djamila Bouhired, agente de liaison du FLN de 22 ans, est arrêtée en 1957, torturée pendant 15 jours par des soldats français puis, à l'issue d'un procès où elle est défendue par Jacques Vergès et Gisèle Halimi (1927-2020), condamnée à mort **8**. **Djamila Boupacha**, militante du FLN de 22 ans aussi, est arrêtée en 1960, torturée bestialement. Son avocate, Gisèle Halimi, demande une enquête et met sur pied, à Paris, en juin 1960, un comité de soutien, avec Simone de Beauvoir et Germaine Tillion (1907-2008), ancienne résistante et déportée, ethnologue

6 G.Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002, 356 p., p. 131.

7 On connaît la suite de sa carrière, interrompue par son décès en 1987. La bibliographie sur Dalida est très abondante. Parmi les titres les plus récents : B.Pascuitot, *Dalida, une vie brûlée*, Archipoche, 2007, 282 p., J.-M.Gabert, *Dalida. Le profil perdu*, La légende de Montmartre, 2009, 120 p. ; C.Fellous, *Pour Dalida*, Flammarion, 2010, 137 p., S.Haddad, *Dalida. Une histoire vraie*, City, 2012, 268 p., D.Lelait-Helo, *Dalida, d'une rive à l'autre*, J'ai lu, 2012, 287 p.

8 Peine commuée en détention à perpétuité. Libérée en 1962. Jacques Vergès (1924 ou 1925-2013), ancien « petit agitateur anticolonialiste au Quartier latin » selon ses propres paroles, ancien secrétaire de l'Union internationale communiste des étudiants, inscrit au barreau de la Réunion depuis peu, épousera Djamila Bouhired, dont il avait fait du procès une « rupture », accusant les accusateurs et le colonialisme.

spécialiste de l'Algérie qui enquête depuis plusieurs années sur les conditions de détention. **9**

En conséquence, **de nombreuses femmes signent le « Manifeste des 121 » pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, ce qui est nouveau dans l'histoire des pétitions en France 10 ; il y a des « porteuses de valise » ; des communistes d'Algérie rejoignent le FLN.** Des enseignantes — dont Madeleine Rebérioux, future présidente de la Ligue des Droits de l'Homme — sont actives au sein du **Comité pour la Défense des Libertés et de la Paix en Algérie**, et dans les syndicats : c'est l'un des *Parcours engagés dans la France contemporaine* de M.Rebérioux **11**. Des ouvrières et des employées sont nombreuses à la **manifestation du 8 février 1962 pour la paix en Algérie : au métro Charonne, sur les neuf morts il y a trois femmes...**

À propos de la justice et de Djamila Bouhired, il faut évoquer le poste et le personnage de **Simone Veil**. Elle est pour les politologues un « mythe », un « cas d'école », mais ce n'est pas ce qui nous intéresse ici. Première femme ministre depuis 1958, elle symbolise, à défaut d'une réelle égalité des femmes avec les hommes dans la vie politique française, du moins leur capacité à se hisser aux plus hautes fonctions de l'État. La grande popularité de Simone Veil tient autant à son charisme, à l'efficacité avec laquelle elle a conduit sa carrière, qu'à son courage devant les difficiles questions auxquelles elle a été affrontée et la première est la **réforme du monde pénitentiaire**. « Aussi loin que je remonte, dit-elle, je me suis toujours occupée des exclus. » Le drame de l'exclusion, Simone Veil l'a connu à peine adolescente. Le 13 juillet 1927, à Nice, naît Simone Jacob, benjamine d'une famille de quatre enfants, famille juive, peu pratiquante, imprégnée de culture classique et laïque. Les filles appartiendront à la très laïque Fédération française des Éclaireuses, où Simone Jacob reçoit d'abord le totem de « Lièvre agité », qui

9 G.Tillion, *Il était une fois l'ethnographie*, Seuil, 2000, 305 p. ; G.Tillion, *Combats de guerre et de paix*, Seuil, 2007, 828 p. ; F.Sacriste, *Germaine Tillion, Jacques Berque, Jean Servier et Pierre Bourdieu. Des ethnologues dans la guerre d'indépendance d'Algérie*, L'Harmattan, 2011, 378 p. ; S.Amrane, *Je suis... Germaine Tillion*, Jacques André éditeur, 2015, 95 p. ; F.Denoyelle, compte rendu exposition photos Germaine Tillion, dans *20 & 21. Revue d'histoire*, janvier-mars 2020, pp. 180-182

10 Liste des signataires et commentaire dans J.-F.Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au vingtième siècle*, Fayard, 1990, 365 p., réédition, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 1996, 592 p., pp. 346-347.

11 Cf. M.Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Belin, 1999, 544 p. ; V.Duclert, R.Fabre et P.Fridenson, *Avenirs et avant-gardes en France. XIXe-XXe siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, La Découverte, 1999, 439 p. ; F.Dosse, *La saga des intellectuels français, 1944-1989*, Gallimard, 2018, 2 vol., 624 & 704 p., *passim*. Sur la justice et la guerre d'Algérie, on verra aussi S.Thénault, « Armée et justice en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1998, pp. 104-114 & R.Branche, « La commission de sauvegarde pendant la guerre d'Algérie : chronique d'un échec annoncé », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1999, pp. 14-29.

dit son caractère rebelle et frondeur, puis celui de « Balkis », nom de la reine de Saba dans le Coran, qui dit l'ascendant qu'elle peut exercer sur son entourage. C'est pendant la guerre que Simone Jacob prend conscience de sa judéité : le lycée lui est fermé, la famille doit se disperser et se cacher. Au lendemain des épreuves du bac, avancées au mois de mars dans le Midi de la France, la jeune fille est arrêtée et les autres membres de sa famille ensuite. Seule sa sœur aînée, qui avait rejoint la Résistance et le mouvement Franc-Tireur, échappe un temps aux nazis, avant d'être à son tour déportée à Ravensbrück. De la déportation de la famille Jacob, seules les trois filles reviendront. De retour à Paris, Simone Jacob apprend qu'elle a été reçue au baccalauréat. Elle décide de s'inscrire à l'École libre des Sciences politiques et en première année de droit. C'est au cours de ses études que Simone Jacob rencontre Antoine Veil, fils d'un industriel juif du textile lorrain, qu'elle épouse le 29 octobre 1946. Le jeune couple mène une vie très parisienne, mêlée à la jeunesse de Saint-Germain-des-Prés, mais également au Tout-Paris de la haute administration et de la politique : Antoine Veil, au début de l'année 1947, entre comme attaché de cabinet de Pierre-Henri Teitgen, alors vice-président du Conseil. Dès lors, le couple ne quittera plus le monde politique, proche des milieux centristes du Mouvement républicain populaire (MRP). En 1951, Alain Poher, commissaire aux Affaires allemandes, nomme Antoine Veil au consulat de France de Wiesbaden où il prépare, en même temps, le concours de l'ENA. Sa femme et ses deux premiers fils l'accompagnent (le troisième naîtra en 1954). Simone Veil n'a pas hésité à retourner en Allemagne, refusant de croire à la responsabilité collective des peuples. Elle est décédée en 2017.

En 1956, Simone Veil est reçue cinquième au concours de la magistrature. On peut dater de cette année le début de son ascension, même si elle ne se révèle aux Français qu'en 1974. De 1957 à 1974, elle gravit tranquillement les échelons qui conduisent au pouvoir. **Magistrate**, détachée au ministère de la Justice — le Garde des Sceaux est alors François Mitterrand —, **elle travaille de 1957 à 1960 à l'administration pénitentiaire** où avec Georges Fully, rescapé de Dachau et médecin-inspecteur général de l'administration pénitentiaire, elle s'occupe des femmes détenues et des jeunes. Le principal dossier dont la jeune femme aura la charge est celui des détenus algériens menacés dans les prisons algériennes par l'OAS. Simone Veil obtient leur rapatriement en France. Parmi eux, **Djamila Bouhired**, appuyée par un comité de soutien que préside Simone de Beauvoir. C'est incontestablement l'intervention de Simone Veil qui sauve la jeune fille.

3°) L'impact économique de la guerre d'Algérie

Les aspects économiques de la guerre d'Algérie ne sont pas négligeables. Elle a des incidences sur la métropole : son **coût budgétaire** est relativement supportable, surtout il se stabilise à partir de 1958, on y reviendra plus loin, mais la guerre a des effets négatifs sur la balance des paiements, la production et les équilibres financiers, l'allongement de la durée du service militaire a des conséquences sur le marché de l'emploi, très tendu, l'inflation reprend en 1957-1958. Il est évidemment très difficile de chiffrer le **coût de la guerre d'Algérie**, beaucoup de dépenses étant noyées dans des chapitres budgétaires généraux. Aucun homme politique, aucun parti, ne pouvait se rendre compte avec précision du poids financier de la guerre et les historiens pas davantage. Ainsi **le livre de Daniel Lefeuvre 12 ne tient guère les promesses du titre quant à la guerre d'Algérie.**

Dès les années 60 on se pose la question, très difficile à résoudre, du **coût strictement budgétaire de la guerre d'Algérie, très peu couvert par les taxes sur le pétrole et le gaz.** Il a pu être, difficilement, estimé **entre 10 % et 18 % du PIB**, c'est un autre argument pour se défaire du « cancer algérien » (Jacques Julliard), mais c'est aussi un bon signe que **les Trente Glorieuses battent leur plein et que le pays est capable de se payer, en plus de la société de consommation, le sinistre « luxe » d'une telle (« sale ») guerre.** Cependant on pourrait dire aussi que **la guerre d'Algérie a financièrement empêché la France d'avoir une véritable armée « Centre Europe » et l'a orienté définitivement vers la force de frappe nucléaire indépendante,** complétant la panoplie militaire française, un « outil polyvalent au service d'une puissance moyenne » (Jean Doise et Maurice Vaisse). Et « l'historien s'étonne que de la guerre d'Indochine qui vient de se clore dramatiquement, la classe politique ait tiré si peu de profit et de leçon. » (Pierre Avril et Gérard Vincent). 13

□ **Coût financier** >>> en 8 ans, la France a accumulé un retard important par rapport à ses voisins

Pour l'Algérie, la guerre c'est l'absence de réforme agraire, les déplacements de population : le secteur « musulman » de l'économie se dégrade, alors que le secteur « européen » continue de croître et que la population musulmane progresse rapidement, un déséquilibre accru entre les deux secteurs, donc.

12 Daniel Lefeuvre, *Chère Algérie. Comptes et mécomptes de la tutelle coloniale (1930-1962)*, Saint-Denis, Société française d'histoire d'outre-mer, 1997, 397 p., réédition sous le titre *Chère Algérie. La France et sa colonie. 1930-1962*, avec introduction complétée (victimisation), Flammarion, 2005, 512 p. La tâche avait été entamée dans plusieurs communications de J.-P. Rioux dir., *La guerre d'Algérie et les Français*, Colloque IHTP, Fayard, 1990, 700 p., pp. 289 & suiv.

13 Le coût de la guerre d'Indochine a été scientifiquement étudié par Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil. Le coût de la guerre d'Indochine. 1945-1954*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, 634 p. Une telle étude, bien plus difficile, a été entamée pour la guerre d'Algérie (voir p. XXX).

De surcroît naît une **question saharienne**. **Carte Sahara (D.Bouche)**

Le **pétrole**, dont la présence était soupçonnée depuis longtemps, jaillit en effet en **1956**, au Sahara. Il est bien sûr d'une grande importance économique et le gouvernement français montre sa volonté de... **séparer le Sahara de l'Algérie**. Le 10 janvier 1957, c'est-à-dire après la découverte du pétrole, est créée à la demande de l'Ivoirien Houphouët-Boigny, l'**OCSR** (Organisation commune des Régions sahariennes, ou Organisation de Coopération et de Recherches sahariennes), qui regroupe le Sahara algérien, le Tchad, le Niger et le Soudan **14**. C'est, en théorie, un organisme fédéral, doté d'un caractère fédéral, mais après 1959 il ne conservera que des compétences économiques (et sociales). L'OCSR est placée sous l'autorité d'un Ministre (français) du Sahara, portefeuille créé le 13 juin 1957. C'est un **véritable jeu de la France**, d'autant plus que FLN ne réussit guère à s'y implanter et qu'à la charnière des années 50 et 60 la France considère qu'il y a en fonctionnement **quatre grands axes routiers transsahariens**, donnant accès à la Mauritanie, au Soudan et au Niger **15**.

Carte axes routiers (Le Rumeur)

Le capitalisme français et la diversité de ses attitudes :

D'autre part les prodromes d'une **politique anticipée de « dégageant »** apparaissent pendant la guerre d'Algérie et se développent après 1962 ; ils s'appuient sur le rôle de la **Banque d'Indochine**, banque d'affaires qui a réorienté ses investissements dès avant 1950 et se mue progressivement en banque d'affaires métropolitaine. Mais, au moins à partir de 1954, le patronat français insiste sur l'**importance des marchés coloniaux**, la politique de l'Union française est défendue jusqu'au bout par les groupes de pression, comme le Comité central de la France d'Outre-Mer. En Afrique du Nord, il y a **encouragement aux investissements**, aux plans, au pétrole, etc. Certains patrons, face à la continuation de la guerre d'Algérie, font le pari d'un **redéploiement des activités au Maroc et en Tunisie** **16**. Quant à la **Compagnie française des Pétroles**, elle pressent « le caractère inéluctable de l'indépendance » de l'Algérie **17**. Au fond les entrepreneurs n'anticipent ni ne déclenchent, ils font plus simplement face aux conséquences des indépendances. Cela peut se doubler d'une idée simple, d'ailleurs présente dans l'opinion : on a trop fait pour partir maintenant, il est trop tard !

¹⁴ B.Carrière, « Le transsaharien », *Acta Geografica*, n° 74, pp. 23-39.

¹⁵ Elle est extraite de G.Le Rumeur, *Le Sahara avant le pétrole*, Société continentale d'éditions modernes, 1960, 332 p., p. 312.

¹⁶ *Ibid.*, chap. 6.

¹⁷ Hervé L'Huillier, « La stratégie de la Compagnie française des pétroles », dans J.-P.Rioux dir., *La guerre d'Algérie et les Français*, Colloque IHTP, Fayard, 1990, 700 p., pp. 316-319.

4°) Les crises de conscience

Enfin, la guerre d'Algérie, ce sont des **problèmes d'opinion** parmi les Français. C'est dans le courant de l'année 1956 que s'opèrent **la prise et la crise de conscience qui vont ériger pour très longtemps la guerre d'Algérie en problème central pour une opinion beaucoup mieux informée que pour la guerre d'Indochine**, mais d'abord attentiste. Les années 1956 à 1958 et 1961-1962 constituent les **deux moments de tension majeure au sein de la nation française**. L'opinion publique métropolitaine est d'abord indifférente ou horrifiée par les attentats, puis sensibilisée par la **campagne électorale de décembre 1955** qui place au centre des débats la question algérienne, puis **par l'envoi du contingent 18**, la lassitude la gagne à partir de 1957.

En Algérie même se manifestent les « libéraux », surtout universitaires, un **Albert Camus est très déchiré**, ce qu'il exprime bien après sa réception du prix Nobel 19. **Raymond Aron** fait sensation en publiant en 1957 *La Tragédie algérienne* où, en bon disciple de Tocqueville, il annonce l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne, pour des raisons démographiques, économiques et politiques.

Un déséquilibre se manifeste nettement au sein de **la presse**, qui est massivement pour la guerre, contre les quatre « piliers de la trahison » (J.Soustelle *dixit*) : *France-Observateur*, *Les Temps Modernes*, *L'Express* et *Témoignage chrétien* 20. **Ce n'est qu'en 1957 que *Le Monde* adopte une ligne hostile à la politique gouvernementale et prend nettement position contre la prolongation de la guerre et les outrances de la pacification.**

La guerre d'Algérie est l'occasion d'une réintroduction de l'extrême droite, cf. Jeune Nation et son rôle dans le poujadisme. **La guerre d'Algérie perturbe les partis du centre et de gauche**. Le MRP se veut plus ouvert que pour l'Indochine, mais en fait il n'a pas de position claire. Les radicaux sont très divisés. **François Mitterrand** est très longtemps hostile aux négociations et favorable avant tout à l'« écrasement des rebelles ». **Grande est la division de la SFIO**, à cause du « national-molletisme ». **Le PCF n'est nullement acquis en 1954 au principe de l'indépendance algérienne : il prône une autonomie dans le cadre du maintien de l'Union Française, et se rallie au « fait national algérien » en 1956 seulement.**

18 Lire sur le contingent Ludivine Bantigny, « Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2004, pp. 97-108.

19 Outre les diverses biographies de Camus, M.Onfray, « La leçon de Tipasa », dans A.Benhaïm & A.Glacet dir., *Albert Camus au quotidien*, Presses universitaires du Septentrion, 2013, 203 p., pp. 19-32, C.Poncet, *Camus et l'impossible trêve civile*, Gallimard, 2015, 330 p. (il s'agit de la tentative du 22 janvier 1956). Et pour les suites : B.Stora & J.-B.Péretié, *Camus brûlant*, Stock, 2013, 109 p.

20 Étienne Fouilloux, « Les cinq étapes de *Témoignage chrétien* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, pp. 3-15, résumé plus loin.

Réunions, défilés, pétitions se multiplient alors, mais sans encourager les actes individuels. La cause est simple : la révolution n'est pas menée par un parti marxiste, le Parti communiste redoute que la révolution soit plus islamique que marxiste.

Par voie de soustraction, **la condamnation la plus virulente de la guerre provient d'autres milieux, avec des objectifs hétéroclites**. Il s'agit d'une part des **étudiants** : la conversion de l'Union nationale des Étudiants de France, UNEF, se produit en 1957 (21), mais la plupart des étudiants ne basculent qu'après la suspension des sursis. Autre milieu, celui du **catholicisme avancé** : Mgr Duval, archevêque d'Alger, *Témoignage chrétien* 22... Les **intellectuels** sont interpellés, ainsi Sartre, Louis Massignon, Pierre-Henri Simon 23, René Capitant, Pierre Vidal-Naquet, etc., ils sont soutenus par Les Éditions de Minuit et la librairie « La Joie de Lire » 24, mais **tous les intellectuels ne le sont pas**, ce que montrent bien les exceptions de l'Académie française, de Jules Romains et de Thierry Maulnier. Beaucoup d'intellectuels ne voient-ils pas dans le conflit seulement l'occasion de rejouer une pièce — la Seconde Guerre mondiale — dont ils avaient été singulièrement absents (cela vaut bien pour Sartre) ? 25 D'une façon générale la guerre d'Algérie est une « guerre de pétitions », selon l'expression de J.-F.Sirinelli 26.

En mars 1958 est publié l'ouvrage *La Question* de Henri Alleg 27, membre du Parti communiste algérien (PCA) qui avait croisé Maurice Audin au centre de « tri » d'El-Biar et qui rapporte les tortures qu'il avait lui-même subies. Le livre est saisi. Henri Alleg adoptera la nationalité algérienne après l'indépendance, mais quittera le pays en 1965 pour s'installer en France. Francis Jeanson (collaborateur de Sartre aux *Temps Modernes*) noue des contacts avec le FLN à la fin de 1956 et il constitue un réseau d'aide (les « porteurs de valise », selon l'expression de Sartre) en 1957, avec des prêtres-ouvriers comme Jean Urvoas, des

21 Cf. A.Monchablon, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p. et sa contribution à l'ouvrage collectif, *Cent ans de mouvements étudiants*, Syllepse, 2007, 434 p., pp. 71-82. Plus large, D.Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Flammarion, 2000, 611 p.

22 Étienne Fouilloux, « Les cinq étapes de *Témoignage chrétien* », *loc.cit.*

23 *Contre la torture*, Seuil, 1957, 126 p., repris *in fine* du Colloque de Rome (1996) *Pierre-Henri Simon*, Cerf, 1999, 170 p. 1903-1972.

24 Cf. Anne Simonin, *Le droit de désobéissance. Les Éditions de Minuit en guerre d'Algérie*, Les Éditions de Minuit, 2012, 63 p.

25 Sur toute cette question, lecture conseillée : Pierre Vidal-Naquet, « Une fidélité têtue. La Résistance française à la Guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1986, pp. 3-18

26 J.-F.Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au vingtième siècle*, Fayard, 1990, 365 p., réédition, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 1996, 592 p., chap. IX.

27 De son vrai nom Harry Salem (1921-2013)

intellectuels communistes en rupture de parti (par exemple le philosophe Étienne Bolo, 1928-1985), des communistes étrangers, comme l'égyptien Henri Curiel (1914-1978). Curiel est représentatif des « tiers-mondistes » qui luttent contre la guerre d'Algérie (à partir de 1957) et sont, avec des intellectuels « dreyfusards » à l'origine du « manifeste des 121 » proclamant le « droit à l'insoumission » (6 septembre 1960). Les intellectuels sont ultra majoritaires à signer ce manifeste et des intellectuels de gauche seront à compter dans les victimes de l'OAS. Mais l'Algérie française a ses intellectuels, ce que démontre le colloque de Vincennes, antérieur au « manifeste des 121 », car du 20 juin 1960, et réunissant Girardet, Mousnier, Bidault, Bourgès-Maunoury, Lacoste, Lafay, Soustelle et d'autres.

III. Religion et guerre d'Algérie

1°) Quels « points de contact » ?

Globalement, la décolonisation a un impact sur la vie religieuse, **d'abord lors de la guerre d'Indochine**, contre laquelle s'insurgent des catholiques et des protestants, au nom de la conscience individuelle, de la solidarité, du sens des responsabilités et du respect des principes de l'Église. Lettres ouvertes et pétitions, journées d'étude et veillées de prière, manifestations et délégations mobilisent des intellectuels, comme Joseph Folliet, Jacques Madaule, Jean Chesneaux, François Mauriac et Jean-Marie Domenach, des publications comme *Témoignage chrétien* et *Esprit*, des prêtres-ouvriers, des chrétiens progressistes et la Jeune République. Pour ces hommes il s'agit d'un « engagement » de conscience, de solidarité, de responsabilité et d'obédience, contre l'Église et le MRP 28.

Le deuxième point de contact est ensuite **la question marocaine**, qui provoque les protestations de Mauriac. **Les évêques d'Afrique subsaharienne française sont « africanisés » en 1955**, et les conséquences religieuses s'en feront sentir encore soixante ans plus tard, face au pape François. Mgr Duval pose dès janvier 1955 **la question de la torture en Algérie**, sur laquelle interviennent Marrou, Mauriac à nouveau, Pierre-Henri Simon (et d'autres. À l'occasion de la guerre d'indépendance de l'Algérie, **une extrême droite chrétienne et un intégrisme catholique renaissent : ainsi le cas du national-catholicisme de la Cité Catholique**. Cette guerre pose en effet bien des problèmes au christianisme, d'autant que celui-ci est coïncé entre traditions et modernité. Comme tous les Français, les chrétiens métropolitains et leurs Églises sont, pendant le conflit, profondément divisés.

2°) L'aumônerie militaire française en guerre d'Algérie

L'aumônerie militaire était en France devenue permanente en 1945, elle le reste d'autant que la France est constamment en guerre jusqu'en 1962 (29). Sans « rang ni grade », il y a **au total, en 1960 dans l'armée française, 124 prêtres, une douzaine de pasteurs, une dizaine de rabbins** ; le cardinal Maurice Feltin est « Vicaire aux armées ». **La question d'une aumônerie musulmane a été posée, elle a été résolue par la négative.**

28 S.Rousseau, *La Colombe et le Napalm. Des chrétiens français contre les guerres d'Indochine et du Vietnam, 1945-1975*, CNRS Éditions, 2002, 370 p.

29 X.Boniface, *L'aumônerie militaire française (1914-1962)*, Le Cerf, 2001, 596 p. et « L'aumônerie militaire française en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, pp. 47-58.

Face à la « guerre sans nom » **30**, puisqu'officiellement baptisée « événements d'Algérie », se pose **la question de la légitimité de la guerre**. Pour Mgr Maurice Feltin les critères de Saint Thomas sont respectés, la « pacification » est une condition préalable à toute transformation de l'Algérie. L'aumônerie suit, ainsi que les aumôniers protestants, qui s'expriment peu. L'aumônerie israélite ne s'exprime pas du tout. **Toutefois la formule « il faut respecter l'islam » devient un élément de la pastorale en direction de la jeunesse**, d'autant plus que le contingent est envoyé en Algérie à partir de 1956. Un peu dans la même ligne, dans la Zone d'occupation en Allemagne une pastorale de la réconciliation est mise sur pied.

Mais surtout l'homogénéité officielle dissimule mal à l'historien le trouble de l'aumônerie catholique : **les prélats français sont en fait divisés** (Saliège et Feltin sont pour le maintien de l'Algérie dans le giron de la France, Gerlier et Liénart sont pour une évolution). La question centrale est celle du respect de la morale et du droit : **les aumôniers n'approuvent pas les exactions et les sévices, en avertissent parfois les officiers (directement), mais ils le font très peu avant 1956**, alors que Claude Bourdet et François Mauriac ont dénoncé dans la presse dès janvier 1955 la pratique de la torture ; les aumôniers rendent souvent compte à leur hiérarchie des « cas de conscience » des officiers. **La phase de l' « interpellation » (1957-1958) a pour causes la bataille d'Alger (janvier-octobre 1957), le dossier de *Témoignage chrétien* du 15 février 1957, les états d'âme du général Jacques Pâris de Bollardièrre (voir plus haut), et la publication par Pierre-Henri Simon le 12 mars 1957 de « Contre la torture ».** Mais, en sens inverse, fin mars 1957, le père oblat Louis Delarue (OMI), aumônier de la 10e Division parachutiste (DP), rédige ses « Réflexions d'un prêtre sur le terrorisme urbain », prise de position spectaculaire que le général Jacques Massu fait diffuser et que la presse révèle à partir de juin : exemples de châtiments donnés par l'Ancien Testament, nécessité d'obtenir des renseignements, plaidoyer pour « un interrogatoire sans sadisme, mais efficace » ... **Les résultats, ce sont le silence et les attermoiements de l'Église catholique devant un nouveau type de guerre, d'autant que le catholicisme est très divisé à propos de l'Algérie** : se sont développé à la fois un catholicisme intégriste centré sur la Cité catholique, à laquelle adhèrent de nombreux officiers, et une mouvance progressiste, autour de *Témoignage chrétien* **31**, interdit dans les casernes à partir du 5 octobre 1955. **Les protestants sont divisés, eux aussi, avec des remises en cause plus tardives.**

30 Titre du film documentaire de Bertrand Tavernier, 1992.

31 Étienne Fouilloux, « Les cinq étapes de *Témoignage chrétien* », *loc. cit.*, pp. 3-15.

En 1959 débute la phase que Xavier Boniface appelle « le si difficile enseignement moral » et qui dure jusqu'à la fin de la guerre d'indépendance de l'Algérie ³². À la suite de la proposition par de Gaulle de la « paix des braves » (23 octobre 1958) et des libérations massives de janvier 1959, l'épiscopat fait paraître (17 février 1959) *Étude d'un comportement moral en face d'une guerre subversive*, texte modéré mais interdit de diffusion par l'état-major. En avril 1959, l'abbé Henri Péninou (1931-2012), aumônier de la 25e DP, rédige pour ses parachutistes *Notre vie chrétienne en Algérie*, qui condamne sans ambages la torture et appelle au respect de l'adversaire. Au contraire, au cours d'une messe célébrée devant de Gaulle, le Père Delarue exprime le 30 août 1959 l'amertume des cadres de l'armée vis-à-vis des ambiguïtés du chef de l'État sur l'Algérie ! En mars et octobre 1960, deux lettres de Felin, vagues et tardives, sont publiées. Xavier Boniface, que je suis, conclut à une **tension permanente**, à des attermoissements, et il souligne qu'il n'y a eu aucune intervention officielle des rabbins.

³² X.Boniface, *L'aumônerie militaire française (1914-1962)*, Le Cerf, 2001, 596 p. et « L'aumônerie militaire française en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, pp. 47-58.

3°) La Mission de France et la guerre d'Algérie

L'attitude des chrétiens français pendant la guerre d'Algérie a été bien étudiée ³³ et tout particulièrement l'action de la Mission de France ³⁴. En 1941, donc sous le régime de Vichy, Mgr Emmanuel Suhard (1874-1949), archevêque de Paris, cardinal, « cardinal du clair-obscur » ³⁵, mais « évêque du renouveau missionnaire en France » ³⁶, avait fondé la Mission de France, un organisme destiné à former un clergé spécialisé dans l'évangélisation des zones déchristianisées ou des milieux où tous les repères chrétiens avaient été perdus. Dans les résistances chrétiennes à la guerre d'Algérie, la Mission de France (MDF) constitue un observatoire privilégié contribuant à éclairer l'histoire du catholicisme français face à la décolonisation.

La MDF s'établit dès 1949 dans deux paroisses algériennes, Hussein-Dey (diocèse d'Alger) et Souk Ahras (diocèse de Constantine), grâce à Jean Scotto (1913-1993) ³⁷ ; ce curé de Hussein-Dey, fils d'un cafetier de la localité, responsable régional de la MDF, est convaincu que le sacerdoce doit évoluer et se tourne vers les incroyants et les démunis. Une troisième équipe est créée ultérieurement, en 1958, sur le port d'Alger. Les membres de la Mission ne pèsent que d'un faible poids dans le clergé d'Algérie, fort d'un millier de prêtres, pour 800 000 catholiques. Les prêtres de Hussein-Dey manifestent immédiatement, de diverses façons, leur souci d'entraide et de service envers les plus pauvres et leur volonté de créer une « communauté de destin » avec eux : apprentissage de

33 É.Fouilloux, *Les Chrétiens français entre guerre d'Algérie et mai 68*, Parole et silence, 2008, 360 p.

34 Surtout la thèse (2002) de Sybille Chapeu, *Des chrétiens dans la guerre d'Algérie. L'action de la Mission de France*, Éditions de L'Atelier/Témoignage chrétien, 2004, 270 p. Aussi : Sybille Chapeu, « L'Église de France dans la guerre d'Algérie. L'exemple des prêtres de la Mission de France », dans Séverine Blenner-Michel & Jacqueline Lalouette dir., *Servir Dieu en temps de guerre. Guerre et clergés à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 2013, 377 p., pp. 279-294, résumant sa thèse.

35 F. Le Moigne, « Suhard entre histoire et mémoire. Le cardinal du clair-obscur », dans *Écrire l'histoire du christianisme contemporain. Autour de l'œuvre d'Étienne Fouilloux*, Karthala, 2013, 445 p., pp. 173-184.

36 J. Vinatier, *Le Cardinal Suhard (1874-1949). L'évêque du renouveau missionnaire en France*, Le Centurion, 1983, 448 p., J.-P.Guérend, *Cardinal Emmanuel Suhard. Archevêque de Paris (1940-1949). Temps de guerre, temps de paix, passion pour la Mission*, Cerf, 2011, 370 p., C.Roucou, « La Mission de France », dans *Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1970*, Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, 2001, 352 p., pp. 100-114. Les archives de la Mission ont été déposées au Centre national des Archives du Travail de Roubaix. D'une manière générale les biographies d'évêques français des années 50 sont assez nombreuses ; à toutes celles déjà citées on peut ajouter : J.Chevrot, *Mgr Georges Chevrot (1879-1958). Un acteur de l'histoire religieuse contemporaine. Un demi-siècle d'un catholicisme d'ouverture*, Publisud, 1994, 306 p. ; S.Guinle-Lorinet, *Pierre-Marie Théas. Un évêque à la rencontre du XXe siècle*, Archives des Hautes-Pyrénées & Université de Toulouse-II, 1993, 540 p. ; A.Wenger, *Le cardinal Jean Villot (1905-1979). Secrétaire d'État de trois papes*, Desclée de Brouwer, 1989, 301 p. Mgr Villot inspira largement les articles de *La Croix*, notamment l'article d'explicitation des premiers articles du texte constitutionnel à approuver en 1958.

37 Sous forme d'entretiens, Jean Scotto, *Curé pied-noir, évêque algérien*, Desclée de Brouwer, 1991, 283 p.

l'arabe, implantation dans les bidonvilles, ouverture du presbytère, enquête sociologique, création d'un foyer d'accueil, véritable centre de soins et secrétariat social... À **Souk Ahras**, l'équipe est composée de fortes personnalités, assez jeunes pour vouloir inventer une nouvelle façon d'être prêtre et suffisamment mûres pour oser l'imposer. Nommé à sa demande à Souk Ahras après son ordination, **Jobic Kerlan** (1918-1992), se lie, dès 1953, avec Badji Mokhtar (1919-1954), responsable de l'Organisation spéciale (l'OS) de la région, qui avait été le 1er avril 1950 arrêté, torturé et condamné à trois ans de prison, et qui sera l'un des premiers grands dirigeants à trouver la mort au combat. Avant même la Toussaint tragique du 1er novembre 1954, le père Kerlan est conscient de ce qui va se produire. Il est **expulsé dans les premiers mois de la guerre**.

Avec le rappel en mai et en septembre 1955, puis en avril et mai 1956, de plusieurs classes de réservistes ayant terminé leur service militaire depuis moins de trois ans, l'envoi du contingent en Algérie et l'allongement de la durée du service militaire, **séminaristes et religieux sont de plus en plus nombreux à servir dans l'armée française d'Algérie — en 1958 ils sont 1 450 — et la guerre ne peut plus être ignorée de l'opinion chrétienne métropolitaine**. Au printemps 1956, des prêtres de la MDF se réunissent dans la chambre de **Bernard Boudouresques** (1923-2013), Polytechnicien et prêtre, ingénieur anti-bombe au Commissariat à l'énergie atomique de Saclay depuis 1953. Le plus mobilisé est **Jean Urvoas**, qui a été prêtre-ouvrier dans une briqueterie en Algérie en 1953-1954, avant de rejoindre l'équipe de la Mission de France de Puteaux dans la banlieue parisienne. Proche des ouvriers algériens parisiens engagés dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, il crée, dès le printemps 1955, un **réseau d'aide concrète au FLN**. C'est lui qui reçoit des lettres de soldats et notamment de deux officiers rappelés en Algérie et rentrés depuis plusieurs mois : Stanislas Hutin, séminariste de la Compagnie de Jésus, petit-fils d'Emmanuel Desgrées du Loû **38**, et Jean-Pierre Voreux, dominicain. Au même moment d'autres prêtres prennent position et **certains prêtres s'engagent dans l'aide concrète au FLN**, souvent de façon ponctuelle, en hébergeant, en imprimant et en distribuant des tracts, d'autres prenant de plus grands risques sur le long terme. C'est le cas de **Jean Urvoas** (1922-1988) qui, dès le printemps 1955, crée son propre **réseau d'aide au FLN**. La « commission urbaine » de la Mission de France est interpellée, dès février 1955, par un groupe de prêtres parisiens, issus des équipes de communes des banlieues sud-ouest, sud et nord-ouest de Paris et des XIIIe, XVe, XVIIIe et XIXe arrondissements de la capitale, proches des Algériens

38 Stanislas Hutin, *Journal de bord. Algérie. Novembre 1955-mars 1956*, GRHI, Université de Toulouse, 2002, 119 p.

musulmans. Une « sous-commission » chargée des Nord-Africains est créée sous la direction de Jean Urvoas, elle est formée d'une minorité de prêtres désireux de faire basculer l'institution dans l'opposition à la guerre d'Algérie ; en février 1955, ils rédigent un texte intitulé « Les Nord-Africains en France » demandant à la « commission urbaine » de s'intéresser à ces hommes.

Au sein de la MDF, des opinions, non univoques, se font entendre sur la guerre d'Algérie : avec elle « la politique force la porte ». Le débat sur la torture qui émerge dans la société y est déjà largement engagé. Achille Liénart (1928-1968), évêque de Lille pendant quarante ans 39, accepte, le 10 octobre 1956, de rédiger une lettre pastorale. Il y invite les prêtres à ne pas agir précipitamment et à regarder l'Algérie dans une perspective française. En se référant aux valeurs évangéliques de paix et de réconciliation, il rappelle le rôle de l'Église. Il ne satisfait guère les prêtres les plus engagés dans l'opposition à la guerre d'Algérie et Jean Urvoas démissionne de son poste de permanent de la commission urbaine le 5 novembre 1957. Au sujet de la torture, les chrétiens, en dehors des aumôniers (voir plus haut), sont parmi les premiers à se mobiliser pour la dénoncer, à l'image du « Comité de Résistance spirituelle » qui publie *Des rappelés témoignent...*

L'Église de France sort de son silence le 14 mars 1957. Le général Jacques Pâris de Bollardière demande à être relevé de son commandement le 28 mars 1957 ; Pierre-Henri Simon publie *Contre la torture* ; mais **une simple dénonciation de la torture ne satisfait pas les prêtres les plus engagés** : ils opposent au silence de l'épiscopat un souci constant d'assurer une présence auprès des Algériens musulmans. Jean Urvoas crée donc dès 1955 son propre réseau de soutien au FLN, il mobilise des prêtres de la MDF, qui recrutent eux-mêmes parmi leurs camarades. Francis Jeanson, philosophe sartrien, anime lui aussi son propre réseau à partir de 1956. Le nouveau responsable de la Fédération de France du FLN, Omar Boudaoud (1924-2020), arrive à Paris en juillet 1957, et Francis Jeanson s'entend avec lui sur le principe d'un réseau de soutien français qui, sans intervenir sur les décisions politiques du FLN, apportera une aide matérielle aux nationalistes algériens. **Jean-Claude Barthez**, né en 1928, vicaire dans la banlieue d'Alger, est accusé d'avoir caché une ronéo destinée à imprimer des tracts pour la résistance algérienne et d'avoir protégé la fuite de Raymonde Peschard, une pied-noire de trente ans accusée injustement d'avoir aidé un attentat à la bombe et qui devait être tuée au combat, quelques mois plus tard. Il comparaît, le 22 juillet 1957, à Alger, devant le Tribunal permanent des forces armées.

39 C.Masson, *Le cardinal Liénart, évêque de Lille, 1928-1968*, Thèse, Le Cerf, 2001, 769 p.

À l'automne 1957, les éléments les plus déterminés de la Mission envoient aux 74 équipes MDF, un questionnaire sur les problèmes posés par la guerre d'Algérie ; les réponses permettent de distinguer **trois groupes de missionnaires**. Un premier groupe, le plus politisé, est celui des « précurseurs ». À l'occasion de cette consultation nationale, ils expriment leur opposition à l'immobilisme de leur hiérarchie. Le second groupe rassemble les prêtres mobilisés par la question de la torture et des soldats psychologiquement détruits par cette violence et frappés par l'indifférence des Français. Le troisième groupe réunit les membres d'équipes rurales, intéressés par le travail de la sous-commission et favorables à un texte collectif, mais faiblement concernés par la question algérienne. Une dynamique est enclenchée au début de 1958 : forte des résultats de cette enquête, la sous-commission convoque à Paris, du 20 au 22 janvier 1958, un représentant de chaque équipe à une session de travail et de réflexion sur la guerre d'Algérie. Après l'attentat manqué contre Jacques Soustelle, ministre de l'Information, le 15 septembre 1958, l'enquête s'oriente vers la MDF car Mouloud Ouraghi, l'un des membres du commando, a livré, sous la torture, les noms de ceux chez qui il a dormi. Le père Boudouresques, Geneviève et Jean Davezies, sœur et frère de **Robert Davezies** (1923-2007), sont arrêtés, au début d'octobre 1958. Jean Urvoas est au même moment interpellé, puis relâché. Les responsables de la MDF multiplient les conseils de prudence. Les autorités françaises recherchent Robert Davezies, qui dirige la filière espagnole par laquelle a transité le commando qui a tiré sur Jacques Soustelle. Prêtre du diocèse de Tarbes-Lourdes, rattaché à la Mission de France au sein d'une équipe de recherche scientifique, il travaille comme physicien dans les laboratoires de l'ENS à Paris. Animateur du Comité de Résistance spirituelle, Robert Davezies a été recruté par Jean Urvoas, dès le 1er juin 1957, pour participer à son réseau d'aide au FLN et s'est vite spécialisé dans les passages de frontières et les transferts jusqu'à Paris.

D'autre part, cinq prêtres et deux séminaristes, mobilisés en Algérie au début de 1958, refusent de participer à la guerre ; la hiérarchie tente d'éviter leur départ. Nicolas Obermayer, à Marseille, envisage même de désertir et de fuir en Tunisie. Sur les cinq prêtres, deux acceptent finalement de partir : **Nicolas Obermayer et Gilles Ruffenach** (1926-1993) qui rejoignent leurs bases en août 1958 ; le second rédige un journal dans lequel il raconte les atrocités dont il est témoin et fait savoir au cardinal Liénart qu'il souhaite donner sa démission aux autorités militaires. Le cardinal, qui craint une nouvelle interdiction, refuse. Le père Ruffenach sera l'un des 35 signataires d'une lettre aux évêques de France, au début de mars 1959, dans laquelle les auteurs dénoncent « les problèmes de conscience des prêtres rappelés en Algérie ». **Le rappel militaire des prêtres pose la question**

de la participation, en tant que telle, à la guerre d'Algérie : le cardinal Liénart leur recommande d'accepter leur mobilisation, tout en gardant le droit de refuser de participer à des actions si des faits précis heurtent les consciences ; le refus de la désertion est posé d'emblée comme un principe intangible. Des prêtres renvoient leur livret militaire, ce qui leur vaut des condamnations à un mois d'emprisonnement avec sursis. C'est dans ce climat particulièrement tendu que **Christien Corre**, né en 1923, vicaire à Montluçon, est arrêté le 8 mars 1960, pour avoir fourni à un jeune appelé des renseignements sur un réseau d'aide à la désertion et à l'insoumission. Ce réseau, appelé **Jeune Résistance**, avait été créé en mai 1959, pour faire passer à l'étranger les insoumis ou les déserteurs refusant de servir en Algérie. L'arrestation du père Corre correspond à l'émergence médiatique des porteurs de valises, comme le couple catholique social Chaulat **40**, ainsi que du réseau Jeune Résistance. Laissé en liberté provisoire, Corre comparait les 7 et 8 juillet 1960 devant le Tribunal permanent des Forces armées de Lyon. Il est condamné à une année de prison pour incitation de militaires à la désobéissance.

C'est dans un contexte algérois de fortes tensions que survient une nouvelle affaire impliquant Jobic Kerlan. Ce vicaire d'Hussein-Dey, aumônier du port, est arrêté le 2 janvier 1960 pour intelligence avec le FLN, pour avoir dactylographié et fait ronéotyper un tract reproduisant un message de Krim Belkacem, vice-président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), aux populations d'Algérie. Parmi les prêtres qui se sont engagés aux côtés du FLN, **Robert Davezies** est le plus connu et le seul à défendre ses choix publiquement. Invoquant avant tout l'Évangile et s'identifiant aux plus pauvres, il choisit sans retour les Algériens et tire toute la force de sa contestation de la solidarité avec les opprimés. Il considère la colonisation comme une œuvre d'exploitation et d'oppression : pour lui, l'Algérie sera ce que les Algériens décideront qu'elle soit, c'est-à-dire indépendante. En exil et recherché par la police française, il est condamné par défaut, le 16 avril 1960, à dix ans de réclusion et à vingt ans d'interdiction de séjour lors du procès de l'organisation spéciale du FLN (1962) **41**.

40 Claudine (1931-2015), née Guillot, sociologue, et Pierre (mort en 2012), mariés à Alger en 1955.

41 S.Hutin témoigne pour lui (cf. Stanislas Hutin, *Journal de bord. Algérie. Novembre 1955-mars 1956*, GRHI, Université de Toulouse, 2002, 119 p., p. 95).

4°) Figures marquantes de clercs

Quel est le contexte mental de ces clercs qui marquent l'histoire du pacifisme religieux ? **Pierre Lorson**, né Sarrois en 1897, jésuite, avait été naturalisé français en 1926 (42). Délégué de *Pax Christi*, il rappelle dans son principal écrit, « Refuser la guerre au temps de la guerre froide » que le cardinal Enrico Gasparri (1871-1946) avait, au nom du pape Benoît XV, condamné le service militaire. Il rappelle la tradition des **théologiens de la « guerre juste » dans les années 30** et souligne que Pie XII a qualifié la guerre moderne d'immorale. Lorson argumente avec la notion récente de « crimes de guerre » et le cas dramatique des « malgré-nous » d'Oradour. Son petit livre est diffusé en 1950, il tombera dans l'oubli après la mort de Lorson en 1954. **À l'autre extrémité chronologique du contexte on trouve le statut d'objecteur de conscience adopté par le législateur après la fin de la guerre d'Algérie, en 1963.** Sybille Chapeu compte *Trois prêtres et un pasteur dans la guerre d'Algérie* puis allonge la liste deux décennies plus tard 43. **Le premier texte, extrêmement modéré, de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France sur l'Algérie date du 14 octobre 1955 et l'épiscopat garde le silence pendant l'année 1956. Les premiers signes d'engagement de chrétiens opposés à la guerre se manifestent en 1956, comme nous venons de le voir.**

« Ces chrétiens trouvent un soutien dans la Mission de France. Le cardinal Liénart — son responsable et ancien *defensor civitatis* de 1940 honoré par la IIIe République finissante — défendra avec opiniâtreté, sans pour autant les approuver, les prêtres de la Mission accusés de collusion avec le FLN, tels les abbés Boudouresques, Corre, Davezies et Kerlan. Monseigneur Chappoulie, évêque d'Angers et Monseigneur Duval, archevêque d'Alger, prennent ouvertement position contre les exactions et la torture. Il s'agit là de cas d'exception. La hiérarchie adopte, en effet, face au problème algérien, une ligne des plus prudentes. » 44

À l'inverse, un militantisme des chrétiens partisans de l'Algérie française se développe : une dissidence de la démocratie chrétienne (l'hebdomadaire *Carrefour*), l'extrême droite catholique (*Verbe...*) qui évoque « Mohamed Duval », etc.

42 Philippe Rocher, « Refuser la guerre au temps de la guerre froide : *Un chrétien peut-il être objecteur de conscience ?* de Pierre Lorson (s.j.) », dans Séverine Blenner-Michel & Jacqueline Lalouette dir., *Servir Dieu en temps de guerre*, op. cit., pp. 249-264.

43 S.Chapeu, *Trois prêtres et un pasteur dans la guerre d'Algérie*, éditions du GRHI, Université de Toulouse, 1996, 303 p. & S.Chapeu, « Des prêtres français aux côtés des nationalistes algériens (1954-1962) », dans *Mémoire des luttes de l'immigration en France*, GISTI, 2014, 215 p., pp. 55-60.

44 S.Chapeu, *Trois prêtres et un pasteur...*, p. 42.

La première figure marquante du protestantisme est celle du pasteur Étienne Mathiot : luthérien, originaire de Belfort, âgé de 49 ans, ancien résistant, il s'est déjà engagé pour la paix dans le Mouvement de la Paix, ainsi qu'en Indochine, au Maroc et en Tunisie. Mathiot a hébergé un responsable FLN. Il est **arrêté le 12 décembre 1957, un comité de soutien se forme, le procès a lieu à Besançon en mars 1958**. Parmi les témoins on constate la présence du philosophe Paul Ricœur (1913-2005) **45**, alors connu pour deux livres (sur Karl Jaspers et Gabriel Marcel), une traduction (d'Edmund Husserl), ses cours et le tome I de sa *Philosophie de la volonté*, d'André Mandouze et d'André Philip. Étienne Mathiot est condamné à huit mois de prison ferme **46**.

Je l'ai annoncé, l'abbé **Jobic Kerlan**, né en 1918, ancien résistant lui aussi, est prêtre de la Mission de France à Souk-Ahras. Il est accusé d'avoir livré des produits pharmaceutiques à des « rebelles » et d'avoir organisé une œuvre de bienfaisance. **Expulsion en 1956 et l'affaire prend une dimension importante en montrant les divisions de l'Église. L'enquête est confiée à... Maurice Papon**, qui conclut que rien n'étaye la matérialité des faits. Kerlan est arrêté en 1960 pour « intelligence avec le FLN » et comparaît devant le Tribunal permanent des Forces armées d'Alger, qui le condamne à cinq ans de prison avec sursis. L'abbé **Christien Corre**, né en 1923, vicaire de Montluçon, est accusé en 1959 d'avoir gardé de l'argent et du matériel et d'avoir fourni à un appelé des renseignements sur le réseau de désertion **Jeune Résistance**. Condamnation à un an de prison. **Robert Davezies**, né en 1923 aussi, est formé par à la fois par la Mission de France (voir plus haut) et la Sorbonne, où il poursuit des études scientifiques. Il entre en 1955 au laboratoire d'Yves Rocard (1903-1992) à l'ENS. Il photocopie des tracts et fait passer des FLN en Espagne (par le réseau Jeanson), en lien avec l'abbé Bernard Boudouresques (voir plus haut). Ses motivations sont évangéliques, ce sont l'aspiration à la paix, l'opposition à la torture, la lutte anticolonialiste, il souligne la nécessité d'informer l'opinion publique et les appelés, il s'agit au total pour Davezies de sauver l'honneur de la France. Il a le soutien total de *Témoignage chrétien*, de *Libération* et de *L'Humanité*, mais *L'Express* est réservé à son égard. À une tout autre échelle, le frère **Michel Froidure**, s'inspirant d'un propos de François Mauriac, use de son grade d'aspirant pour tempérer les relations de certains sous-

45 F.Dosse, *Paul Ricœur et Michel de Certeau. L'histoire : entre le dire et le faire*, L'Herne, 2006, 141 p., *Paul Ricœur. Le sens d'une vie (1913-2005)*, La Découverte, 2001, réédition, 2008, 712 p., *Paul Ricœur. Un philosophe dans son siècle*, Armand Colin, 2012, 256 p.

46 Notice dans J.-M.Mayeur & Y.-M.Hilaire dir., *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, tome 5, *Les protestants*, dirigé par A.Encrevé, Beauchesne, 1993, 534 p., p. 322.

officiers avec la population locale et éviter à tout prix torture et répressions aveugles 47.

Les protestants et leurs publications sont loin d'avoir une position commune face aux problèmes politiques et moraux soulevés par la guerre d'Algérie, en particulier par la question du droit à l'insoumission. On trouve des protestants connus parmi les signataires des trois grands manifestes de 1960. L'appel des 121, la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », est signé par de nombreux protestants, dont le pasteur Roger Parmentier (né en 1918) 48. N'ignorant pas que son choix peut ne pas être partagé par tous ses proches, il adresse une circulaire à ses amis pour les avertir de son opinion et leur en faire connaître les fondements : il faut « lutter contre la poursuite d'une guerre aussi injuste et aussi sauvage [...]. Ma foi n'est pas étrangère à la décision que j'ai prise. Je crois m'inspirer des recommandations de Karl Barth dans sa Dogmatique [...]. » Parmentier reçoit en réponse 29 lettres, en majorité défavorables à sa position, ou l'esquivant. Un demi-siècle plus tard, il reviendra sur ses raisons dans un texte intitulé « L'Algérie m'a transformé » 49.

De son côté, *Réforme a des articles et un courrier des lecteurs très partagé*. « Pourquoi j'ai signé le manifeste des 121 », écrit Théodore Monod (1902-2000) dans *Afrique nouvelle*, le 23 novembre 1960 (50) : « [...] si le Pouvoir veut être respecté, il lui faut, d'abord, se montrer respectable. [...] Un gouvernement qui couvre systématiquement les tortionnaires — quand il ne les récompense pas par des décorations et des galons — est un gouvernement qui se déshonore et a perdu par là même le pouvoir d'exiger l'approbation de nos consciences. »

5°) Le scoutisme et la guerre d'Algérie

Notons enfin que le 20 novembre 1954, soit trois semaines après la Toussaint rouge, une **lettre ouverte au gouverneur général de l'Algérie**, signée par le **Scoutisme français** et quinze autres mouvements de jeunesse, dénonce la situation « d'oppression » dans les trois départements algériens. Cette lettre provoque un **véritable scandale**. En 1957 la « **branche aînée** » des **Scouts de France**

47 Y. Raison du Cleuziou, p. 300 et 302 de Séverine Blenner-Michel & Jacqueline Lalouette dir., *Servir Dieu en temps de guerre...*, *op. cit.*

48 R.Parmentier, *Durant la guerre d'Algérie, protestants français devant « l'appel des 121 »*. *Pour la justice et la paix et contre les tortures un Pasteur prend parti pour le droit à l'insoumission*, L'Harmattan, 2008, 134 p. L'Appel des 121 est reproduit pp. 131-134.

49 Cité dans R.Parmentier, *op. cit.*, pp. 113-127.

50 Cité dans R.Parmentier, *op. cit.*, pp. 17-19.

dénonce l'emploi de la torture en Algérie, c'est ce qui est appelé dans la « langue de bois » du scoutisme (et de ses historiographes) la « crise de la Route ». Elle conduit à la démission de l'équipe nationale. **Trois ans plus tard les Scouts de France sont même signataires d'un appel à la paix en Algérie.** Psychologiquement il reste au scoutisme à inventer son propre modernisme, car il reste attaché à de vieilles et anachroniques valeurs et à l'« orée des années soixante » la branche éclaireurs, par exemple, ne manifeste que « les prémices d'une transformation », selon le mot de Philippe Laneyrie. Le scoutisme catholique reste très traditionnel. Culturellement il l'est aussi...

Conclusion

□ **L'Algérie indépendante n'est pas devenue ce qu'espérait le messianisme révolté.**

L'espoir, assez naïf, d'une Algérie où resteraient en grand nombre les Pieds-Noirs, ne s'est pas réalisé. Mais l'Algérie est devenue en Afrique un grand pays, ce qui est tout de même qqchose.

□ **Importance des rapatriés** (1 M) >>> A. rendue au peuplement arabo-berbère, bouleversant l'Histoire contemporaine et les Accords d'Évian

□ Le **personnel politique de la IVe** a fait preuve, à de rares exceptions près, d'une cécité et d'un manque de courage évidents, mais la Guerre a duré plus sous la Ve

□ **Exode massif pieds-noirs** et orientation socialiste de l'Algérie devaient vider les Accords d'Évian de leur contenu. Texte des Accords d'Évian vite peu de chagrin (dispositions en faveur des Européens, clauses militaires sont venues à échéance à rterme ou avant terme, pas d'indemnisation biens des Européens (ils furent ind. par l'État fr.), interruption des achats de vin, nationalisation hydrocarbures 1971)

□ **une autre issue était-elle possible ?** Pari des accords d'Évian reposait sur un double postulat (maintien d'une forte minorité française en A. et établissement d'un pouvoir libéral garant des droits et des biens de cette minorité). Ce pari était-il perdu d'avance?

En tout état de cause, la folie meurtrière de l'OAS, en forçant à l'exode la quasi-totalité des pieds-noirs, rendait caduc le premier volet du pari, tandis que la radicalisation rapide de la jeune République algérienne, les confiscations qu'elle multipliait et son orientation socialiste, obligeaient à penser en termes entièrement nouveaux la défense des intérêts français

□ **Les vrais responsables de l'impossible Algérie franco-musulmane** sont ceux qui un siècle durant, à Alger et à Paris, ont sciemment différé toute réforme du statut colonial d'un peuple

□ **Problème d'historiographie** (en F. & et en A.)

□ Une **génération d'anciens combattants muette** (≠ Première Guerre mondiale) bien que nombreuse (2 700 000 appelés). Causes : Une bonne partie de la classe politique de la fin du XXe et du début du XXIe siècle a fait la Guerre d'Algérie (Chirac, Chevènement, Pierre Joxe...)

□ En fait, la guerre d'A. n'a jamais dressé deux camps l'un contre l'autre : une guerre civile larvée

□ le problème des voyages d'hommes d'État, et, plus général, le problème des relations qui « ne peuvent pas être normales », la question de la « repentance », celle des « petites phrases », des « déclarations », des « crimes contre l'humanité »

Pour avoir mon « **texte long** », assez en « **style télégraphique** » :
Domilejeun@aol.com

Mes visioconférences pour l'UOFC en 2021 :
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03152771>
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03150813>
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03148899>
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03149624>
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03150444>

Et je signale la réédition récente de :
Années 50. France Janus, en Noir & Blanc ou en Couleurs ?, mis en ligne sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01504693>.

Et de :
France et Français de « la Troisième » (République). Autour de la Belle Époque et de la Grande Guerre, mis en ligne sur HAL-SHS (CNRS) : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03326301>